



PRÉFÈTE DE LA HAUTE-SAÔNE

DREAL BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
Unité Départementale Haute-Saône,
Centre et Sud Doubs
Antenne de Vesoul

ARRÊTÉ DREAL//2017 N° 70.2017.11.09.014

en date du - 9 NOV. 2017

portant autorisation unique pour une installation classée pour la protection de l'environnement - Création d'une déchetterie et d'une végétérie au lieu-dit «Champs de la Combe» sur la commune d'HERICOURT, exploitée par le SYTEVOM

LA PRÉFÈTE DE LA HAUTE-SAÔNE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU

- le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;
- le code du patrimoine ;
- l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'ICPE ;
- le décret n° 2014-450 du 2 mai 2014 relatif à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- la demande présentée le 10 novembre 2016, complétée le 25 novembre 2016, par le SYTEVOM, dont le siège social est situé à NOIDANS-LE-FERROUX, en vue d'obtenir l'autorisation unique d'exploiter une déchetterie ainsi qu'une végétérie sur le territoire de la commune d'HERICOURT ;
- le dossier déposé à l'appui de sa demande ;
- la décision en date du 31 mars 2017 du président du tribunal administratif de Besançon portant désignation du commissaire enquêteur ;
- l'arrêté préfectoral n° 70-2017-04-13-005 en date du 13 avril 2017 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pendant un mois du 10 mai au 9 juin 2017 inclus sur le territoire de la commune d'HERICOURT ;
- l'accomplissement des formalités d'affichage de l'avis au public réalisé dans les communes d'HERICOURT, COISEVAUX, COUTHENANS, ECHENANS-SOUS-MONT-VAUDOIS, LUZE et TAVEY ;
- les publications en date des 21 avril et 12 mai 2017 de cet avis dans deux journaux diffusés dans le département ;

PREFECTURE DE LA HAUTE-SAÔNE
BP 429 – 70013 VESOUL CEDEX – tel. : 03 84 77 70 00 / Fax : 03 84 76 49 60
Courriel : prefecture@haute-saone.gouv.fr

Horaires d'ouverture au public et de l'accueil téléphonique disponibles sur le site : www.haute-saone.gouv.fr

- le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;
- l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet des services de l'Etat en Haute-Saône ;
- l'avis émis par le conseil municipal d'HERICOURT du 26 juin 2017 ;
- les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;
- l'avis de l'autorité environnementale en date du 16 mars 2017 ;
- le rapport et les propositions en date du 16 août 2017 de l'inspection des installations classées ;
- l'arrêté DREAL/I/2017 n° 70-2017-09-18-026 du 18 septembre 2017 portant sursis à statuer relatif au projet de création d'une déchetterie et d'une végéterie au lieu-dit «Champs de la Combe» sur la commune d'HERICOURT, exploitée par le SYTEVOM, relevant du régime de l'autorisation unique ;
- l'avis en date du 6 octobre 2017 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;
- le projet d'arrêté porté le 11 octobre 2017 à la connaissance du demandeur ;
- le courriel de l'exploitant en date du 20 octobre 2017 n'appelant pas d'observation sur ce projet ;

CONSIDERANT

- que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation préfectorale unique au titre du titre II de l'ordonnance n° 2014-355 susvisée ;
- que l'autorisation unique ne peut être accordée que si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;
- que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application de l'article L. 512-2 et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;
- que les conditions légales de délivrance de l'autorisation unique sont réunies ;

Le pétitionnaire entendu,

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

TITRE 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales

Chapitre 1.1 - Domaine d'application

La présente autorisation unique tient lieu d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L. 512-1 du code de l'environnement.

Chapitre 1.2 - Bénéficiaire de l'autorisation unique

Le SYTEVOM dont le siège social est situé à NOIDANS-LE-FERROUX, lieu-dit «Les Fougères», est bénéficiaire de l'autorisation unique définie à l'article 1, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté.

Chapitre 1.3 - Liste des installations concernées par l'autorisation unique

Les installations concernées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

| Commune | Parcelles | Lieux-dits |
|-----------|--|---|
| HERICOURT | N° 123, section ZA N° 120, section ZA | Champs de la Combe Champs du Caillou |

Chapitre 1.4 - Conformité au dossier de demande d'autorisation unique

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation unique déposé par le demandeur. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

TITRE 2 - Dispositions particulières relatives à l'autorisation d'exploiter au titre de l'article L.512-1 du code de l'environnement

SOUS-TITRE 2.1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Chapitre 2.1.1 - Nature des installations

ARTICLE 2.1.1.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

| Rubrique | Libellé de la rubrique (activité) | Nature de l'installation | Capacité maximum autorisée | Régime administratif |
|----------|---|---|----------------------------|----------------------|
| 2710-1.a | Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets 1. Collecte de déchets dangereux : la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) supérieure ou égale à 7 t. | <u>Déchetterie</u> : • GEM F et écrans : 1,5 t • Autres DD : 6,5 t | 8 t | A |
| 2710-2.a | Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets 2. Collecte de déchets non dangereux : le volume de déchets susceptible d'être présent dans l'installation étant : a) supérieur ou égal à 600 m ³ . | <u>Déchetterie</u> : • Bennes : 470 m ³ • PAV : 20 m ³ • Local DEEE : 30 m ³ • Local pneus : 40 m ³ <u>Végèterie</u> : • Vrac au sol : 1 100 m ³ | 1 700 m ³ | A |

| Rubrique | Libellé de la rubrique (activité) | Nature de l'installation | Capacité maximum autorisée | Régime administratif |
|----------|---|---|----------------------------|----------------------|
| 2791-1 | Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782 La quantité de déchets traités étant : 1. supérieure ou égale à 10 t/j. | Broyage déchets verts : 1 300 t/an Campagne mensuelle de broyage de deux jours maxi. Capacité journalière de broyage : 1 300/12/2 | 54 t/j en moyenne annuelle | A |

A (autorisation)

ARTICLE 2.1.1.2 - Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement, dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

ARTICLE 2.1.1.3 - Autres limites de l'autorisation

Le projet occupera une surface totale de 7 347 m² dont près de 4 900 m² seront imperméabilisés.

ARTICLE 2.1.1.4 - Consistance des installations autorisées

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- une déchetterie ouverte aux particuliers et aux professionnels autorisés, permettant l'accueil de déchets dangereux et non dangereux (cartons, métaux, encombrants, gravats, verre, plastique, pneus, huiles, amiante, DEEE, peintures...);
- une plate-forme dédiée à la réception des déchets verts, permettant l'accueil d'un broyeur mobile pour réaliser des campagnes de broyage de déchets verts sur site.

Chapitre 2.1.2 - Durée de l'autorisation

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans, ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives.

Chapitre 2.1.3 - Garanties financières

Exemption de constitution des garanties financières.

Chapitre 2.1.4 - Modifications et cessation d'activité

ARTICLE 2.1.4.1 - Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance de la préfète avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 2.1.4.2 - Mise à jour des études d'impact et de dangers

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués à la préfète qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 2.1.4.3 - Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation, afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 2.1.4.4 - Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou de déclaration.

ARTICLE 2.1.4.5 - Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration à la préfète dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

ARTICLE 2.1.4.6 - Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures de l'article R. 181-48 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : prairie.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie à la préfète la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article.

Chapitre 2.1.5 - Réglementation

ARTICLE 2.1.5.1 - Réglementation applicable

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

| Dates | Textes |
|------------|--|
| 23/01/1997 | Arrêté relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement |

| Dates | Textes |
|------------|---|
| 02/02/1998 | Arrêté relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation |
| 10/10/2000 | Arrêté fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications |
| 29/07/2005 | Arrêté modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 |
| 31/01/2008 | Arrêté modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets |
| 07/07/2009 | Arrêté relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence |
| 04/10/2010 | Arrêté modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation |
| 27/10/2011 | Arrêté portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement |
| 29/02/2012 | Arrêté modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement |

ARTICLE 2.1.5.2 - Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Sous-Titre 2.2 - Gestion de l'établissement

Chapitre 2.2.1 - Exploitation des installations

ARTICLE 2.2.1.1 - Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité et la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

ARTICLE 2.2.1.2 - Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations, comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

Chapitre 2.2.2 - Réserves de produits ou matières consommables

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que des produits absorbants.

Chapitre 2.2.3 - Intégration dans le paysage

ARTICLE 2.2.3.1 - Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets ... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin.

Les locaux et les différentes aires doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières. Les bennes, casiers ou conteneurs accueillant des déchets dangereux doivent être conçus pour pouvoir être vidés et nettoyés aisément et totalement.

ARTICLE 2.2.3.2 - Conditions générales d'exploitation

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. Les bâtiments et élévations seront de teinte neutre.

L'installation est ceinte d'une clôture de manière à interdire toute entrée non autorisée. La clôture sera doublée d'une haie arbustive afin de limiter l'impact visuel du site. Un panneau indiquant la limitation de vitesse à l'intérieur de l'installation est apposé à l'entrée du site. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.

La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.

Les bâtiments et les aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils sont desservis, sur au moins une face, par une voie engins. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés.

La plate-forme de déchargement des véhicules utilisée par le public est équipée de dispositifs destinés à éviter la chute d'un véhicule en cas de fausse manœuvre. Les voies de circulation sont suffisamment larges, afin de permettre une manœuvre aisée de tous les véhicules autorisés. Le sens de circulation est étudié pour que le stationnement des véhicules devant les bennes soit aisé.

La plate-forme de réception des déchets verts est dimensionnée pour pouvoir recevoir, sans déformation, la circulation de camions et le stockage de 1 100 m³ de déchets verts.

Chapitre 2.2.4 - Danger ou nuisance non prévenu

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance de la préfète par l'exploitant.

Chapitre 2.2.5 - Incidents ou accidents

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Chapitre 2.2.6 - Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- le registre de sortie des déchets ;
- les plans tenus à jour, notamment :
 - o le plan de localisation des risques et tous éléments utiles relatifs aux risques induits par l'exploitation de l'installation,
 - o les plans des locaux et de positionnement des équipements d'alerte et de secours, ainsi que le schéma des réseaux entre équipements avec les vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées au siège du SYTEVOM.

Les documents visés dans le dernier alinéa ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Une copie des documents suivants est disponible sur le site :

- les plans tenus à jour, notamment :
 - o le plan de localisation des risques et tous éléments utiles relatifs aux risques induits par l'exploitation de l'installation ;
 - o les plans des locaux et de positionnement des équipements d'alerte et de secours, ainsi que le schéma des réseaux entre équipements avec les vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement ;

- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Chapitre 2.2.7 - Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection

L'exploitant effectue les contrôles suivants, conformément aux articles cités en référence :

| Articles | Contrôles à effectuer | Périodicité du contrôle |
|-----------|--|--|
| 2.4.3.4.1 | Essai de la vanne d'isolement avec le milieu | Tous les trimestres |
| 2.8.2.4.1 | Contrôle des moyens de lutte contre l'incendie | 1 fois par an |
| 2.8.3.2 | Contrôle des installations électriques | 1 fois par an |
| 2.10.2.4 | Mesure des niveaux sonores | 1 an maximum après la mise en exploitation |

L'exploitant transmet les informations suivantes :

| Articles | Documents à transmettre | Périodicités / échéances |
|----------|--|---|
| 2.1.4.6 | Notification de mise à l'arrêt définitif | 3 mois avant la date de cessation d'activité |
| 2.10.2.3 | Déclaration des flux de déchets dangereux sortants | Annuelle (GEREP : site de télédéclaration) |

Sous-Titre 2.3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

Chapitre 2.3.1 - Conception des installations

ARTICLE 2.3.1.1 - Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations, de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment en évacuant les déchets verts broyés dans les 48 H qui suivent leur broyage.

Le brûlage à l'air libre, en particulier le brûlage des déchets, est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits ou déchets brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 2.3.1.2 - Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publiques. Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conformes, ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés, sont consignés dans un registre.

ARTICLE 2.3.1.3 - Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Il veille notamment à limiter au maximum le temps de séjour des déchets verts avant broyage.

ARTICLE 2.3.1.4 - Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation ; pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées ;
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

ARTICLE 2.3.1.5 - Émissions diffuses et envois de poussières

L'exploitant prend des dispositions pour empêcher la formation de poussières.

SOUS-TITRE 2.4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Chapitre 2.4.1 - Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu

L'implantation et le fonctionnement de l'installation sont compatibles avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Ils respectent les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

Chapitre 2.4.2 - Prélèvements et consommations d'eau

Les prélèvements d'eau du site sont limités à l'approvisionnement en eau potable pour les besoins du gardien et du public pour un usage sanitaire exclusivement.

Si l'eau devait être utilisée pour d'autres usages, un réservoir de coupure ou bac de dis-connexion ou disconnecteur ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes, devra être installé.

Chapitre 2.4.3 - Collecte des effluents liquides

ARTICLE 2.4.3.1 - Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non conforme aux dispositions du présent arrêté est interdit.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

ARTICLE 2.4.3.2 - Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de dis-connexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire ...) ;

- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, boutons poussoirs, compteurs ...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 2.4.3.3 - Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

ARTICLE 2.4.3.4 - Protection des réseaux internes à l'établissement

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

ARTICLE 2.4.3.4.1 - Isolement avec les milieux

En cas d'incendie ou de pollution accidentelle, une vanne manuelle en amont du décanteur/déshuileur permet de confiner les eaux d'extinction sur le site sur les aires imperméabilisées de stockage assurant une capacité de rétention (voir article 2.8.4.1). Le fonctionnement de la vanne est vérifié tous les trimestres.

Chapitre 2.4.4 - Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu

ARTICLE 2.4.4.1 - Identification des effluents

Le fonctionnement normal ou accidentel du site est susceptible de générer les trois types d'effluents suivants :

- les eaux usées domestiques,
- les eaux pluviales, susceptibles d'être polluées en fonctionnement normal,
- les eaux polluées, générées lors d'un accident ou d'un incendie.

ARTICLE 2.4.4.2 - Collecte des effluents

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

ARTICLE 2.4.4.3 - Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (eaux pluviales de voiries) collectées sur l'installation ne peuvent être rejetées qu'après passage dans un décanteur/déshuileur, dont la capacité sera dimensionnée en fonction des volumes d'eau susceptibles d'être recueillis, même en situation exceptionnelle sur l'installation.

ARTICLE 2.4.4.4 - Entretien et conduite des installations de traitement

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage du décanteur-déshuileur, l'attestation de conformité à la norme en vigueur, ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées, sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

ARTICLE 2.4.4.5 – Identification des points de rejet

Tous les points de rejet sont internes.

Les eaux usées domestiques seront traitées en interne et le dispositif d'assainissement est conforme à la réglementation et est contrôlé par le SPANC.

Les eaux pluviales de toiture sont collectées et rejetées dans une noue d'infiltration.

Les eaux pluviales de voiries sont collectées et rejetées après traitement dans un bassin d'infiltration de 90 m³.

Les eaux susceptibles d'être polluées sont évacuées conformément à l'article 2.8.4.1.

ARTICLE 2.4.4.6 - Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

ARTICLE 2.4.4.6.1 - Conception

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

ARTICLE 2.4.4.6.2 - Aménagement

Le point de rejet est aménagé de manière à être aisément accessible et permettre des interventions en toute sécurité, notamment pour la réalisation de prélèvements.

ARTICLE 2.4.4.7 - Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : 30°C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5.

ARTICLE 2.4.4.8 - Valeurs limites d'émission des eaux domestiques

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

Les eaux usées, une fois traitées par le système de traitement autonome, sont infiltrées dans le milieu naturel.

ARTICLE 2.4.4.9 - Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales de ruissellement des terrains imperméabilisés transitent par un décanteur/déshuileur avant de rejoindre le milieu naturel conformément au point de rejet mentionné au 2.4.4.5.

Les eaux pluviales polluées après accident ou incendie sont collectées conformément à l'article 2.8.4.1, après obstruction du réseau par la vanne prévue à l'article 2.4.3.4.1.

ARTICLE 2.4.4.10 - Valeurs limites de rejet des eaux pluviales

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu naturel, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

- matières en suspension (NFT 90-105) : 100 mg/l ;
- DCO (sur effluent non décanté) (NFT 90-101) : 300 mg/l ;
- DBO5 (sur effluent non décanté) (NFT 90-103) : 100 mg/l ;
- hydrocarbures totaux (NFT 90-114) : 10 mg/l ;
- métaux totaux : 15 mg/l.

Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

Ces valeurs s'appliquent aux rejets d'eaux pluviales, avant dilution éventuelle par les eaux domestiques issues du système de traitement autonome.

Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements représentatifs. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.

SOUS-TITRE 2.5 - DÉCHETS PRODUITS

Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution prévues aux différents points du présent arrêté.

Les déchets doivent être traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.

Le cas échéant, l'exploitant doit émettre un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et doit être en mesure d'en justifier le traitement.

SOUS-TITRE 2.6 - SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES**Chapitre 2.6.1 - Dispositions générales****ARTICLE 2.6.1.1 - Identification des produits**

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) sont tenus à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant veille notamment à disposer sur le site et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site.

ARTICLE 2.6.1.2 - Étiquetage des substances et mélanges dangereux

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n° 1272/2008 dit CLP ou, le cas échéant, par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.

Sous-titre 2.7 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES ÉMISSIONS LUMINEUSES

Chapitre 2.7.1 - Dispositions générales

ARTICLE 2.7.1.1 - Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, sont applicables.

ARTICLE 2.7.1.2 - Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

ARTICLE 2.7.1.3 - Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Chapitre 2.7.2 - Niveaux acoustiques

ARTICLE 2.7.2.1 - Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) | Émergence admissible pour la période allant de 7H à 22 H, sauf dimanches et jours fériés | Émergence admissible pour la période allant de 22 H à 7 H, ainsi que les dimanches et jours fériés |
|--|--|--|
| Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A) | 6 dB(A) | 4 dB(A) |
| Supérieur à 45 dB(A) | 5 dB(A) | 3 dB(A) |

Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan annexé au présent arrêté.

ARTICLE 2.7.2.2 - Niveaux limites de bruit en limite d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser, en limite de propriété de l'établissement, les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite :

| Périodes | Période de jour allant de 7 H à 22 H, sauf dimanches et jours fériés | Période de nuit allant de 22 H à 7 H, ainsi que dimanches et jours fériés |
|---------------------------------|--|---|
| Niveau sonore limite admissible | 70 dB(A) | 60 dB(A) |

Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan annexé au présent arrêté.

Chapitre 2.7.3 - Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles, ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis, seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

SOUS-TITRE 2.8 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Chapitre 2.8.1 - Généralités

ARTICLE 2.8.1.1 - Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

ARTICLE 2.8.1.2 - Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrits précédemment à l'article 2.6.1.1, seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 2.8.1.3 - Propreté de l'installation

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

ARTICLE 2.8.1.4 - Contrôle des accès

Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. Une surveillance est assurée en permanence pendant les heures d'ouverture.

ARTICLE 2.8.1.5 - Circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

ARTICLE 2.8.1.6 - Étude de dangers

L'exploitant met en place et entretien l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation, ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

Chapitre 2.8.2 - Dispositions constructives**ARTICLE 2.8.2.1 - Comportement au feu**

Les installations devront être implantées conformément au plan et données techniques notifiées dans le dossier de demande d'autorisation.

ARTICLE 2.8.2.2 - Intervention des services de secours*ARTICLE 2.8.2.2.1 - Accessibilité*

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par «accès à l'installation» une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site, suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation, stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

ARTICLE 2.8.2.2.2 - Accessibilité des engins à proximité de l'installation

Une voie «engins» au moins est maintenue dégagée et utilisable en tout temps pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Cette voie «engins» respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres ;
- la largeur utilisable voie échelle est au minimum de 4 mètres ;
- la hauteur minimum pour les engins est de 3,5 mètres ;
- la pente est inférieure à 15 % pour la voie engin et 10 % pour la voie échelle ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 11 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;
- la voie résiste à la force portante de 16 tonnes ;
- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation et la voie engins.

Les conditions d'accès des véhicules de lutte contre l'incendie sont prises en compte dans l'aménagement de l'installation.

ARTICLE 2.8.2.4 – Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- d'un poteau d'incendie équipé d'une bouche d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures, situé à moins de 200 mètres du point le plus éloigné des installations de stockage de déchets, ou une réserve incendie de 120 m³ ;
- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Le personnel doit être formé à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie.

ARTICLE 2.8.2.4.1 - Systèmes de détection

Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Il rédige les consignes de maintenance et organise à fréquence annuelle des vérifications de maintenance et des tests, dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Chapitre 2.8.3 - Dispositif de prévention des accidents

ARTICLE 2.8.3.1 - Matériels utilisables en atmosphères explosibles

L'exploitant n'a pas identifié de zone présentant un risque de formation d'une atmosphère explosible.

ARTICLE 2.8.3.2 - Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées une fois par an, par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

ARTICLE 2.8.3.3 - Ventilation des locaux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux de stockage des déchets dangereux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible.

Chapitre 2.8.4 - Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

ARTICLE 2.8.4.1 - Rétentions et confinement

- I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :
 - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
 - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.

Les produits récupérés en cas d'accident sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme, ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement ; pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Le volume nécessaire à ce confinement est de 165 m³. Cette capacité est assurée par la zone imperméabilisée au niveau des quais de stockage des bennes de déchets.

La vanne mentionnée à l'article 2.4.3.4.1 permet d'obturer le réseau d'eaux pluviales afin de confiner les eaux d'extinction sur le site.

Les eaux d'extinction collectées sont vidangées par pompage et sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Chapitre 2.8.5 - Dispositions d'exploitation

ARTICLE 2.8.5.1 - Surveillance de l'installation

L'installation n'est exploitée qu'en présence d'une personne nommément désignée par l'exploitant ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des matières utilisées ou stockées dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

En dehors des horaires d'ouverture, les installations sont rendues inaccessibles aux utilisateurs.

Lors des campagnes de broyage des déchets verts, l'accès à l'aire de dépôt des déchets verts est interdit.

ARTICLE 2.8.5.2 - Travaux

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » (pour une intervention sans flamme et sans source de chaleur) et éventuellement d'un « permis de feu » (pour une intervention avec source de chaleur ou flamme) et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

ARTICLE 2.8.5.3 - Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place, ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

ARTICLE 2.8.5.4 - Consignes d'exploitation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- les modes opératoires ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf délivrance préalable d'un « permis de feu » ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 2.4.3.4.1 ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

SOUS-TITRE 2.9 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

Chapitre 2.9.1 - Dispositions particulières applicables aux rubriques 2710-1 et 2710-2

ARTICLE 2.9.1.1 - Formations

L'exploitant établit le plan de formation propre à chaque agent affecté aux opérations de gestion de déchets et adapté à leur fonction. Ce plan comporte une phase d'évaluation et fait l'objet d'un certificat attestant des capacités et connaissances, et mentionnant la durée de validité de chaque formation suivie.

L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation. Il veille également à ce que le personnel des prestataires, notamment des transporteurs, ait une formation adaptée.

L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté concernant notamment :

- les différents risques rencontrés sur l'installation, en particulier :
 - les risques liés à la manipulation des déchets dangereux réceptionnés et stockés, y compris les risques d'incompatibilité ;
 - le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ;
 - les risques liés à la manipulation des déchets d'amiante ;
- la vérification des consignes de sécurité présentes sur le site ;
- la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident ;
- les déchets et les filières de gestion des déchets ;
- les moyens de protection et de prévention ;
- les gestes et postures lors de manipulation d'objets lourds ou encombrants ;
- les formalités administratives et contrôles à réaliser sur les déchets entrants, les chargements sortants ainsi que les véhicules devant intervenir sur le site.

La formation peut être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix.

Le programme personnalisé de chaque agent et, le cas échéant, leurs certificats d'aptitudes sont consignés dans le dossier «installations classées» prévu à l'article 2.2.6.

ARTICLE 2.9.1.2. - Aménagements

ARTICLE 2.9.1.2.1 - Prévention des chutes et collisions

Les piétons circulent de manière sécurisée entre toutes les zones possibles de dépôts de déchets.

- I. Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contrebas.

Des panneaux signalant le risque de chute sont affichés à divers endroits de ces zones. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette (ces) zone(s) aux usagers.

- II. Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons. L'éclairage est adapté au déchargement des déchets.

ARTICLE 2.9.1.2.2 - Zone de dépôt pour le réemploi

Une zone de l'installation est consacrée au dépôt, par les usagers, de leurs objets ou leurs mobiliers qui sont destinés au réemploi. Le dépôt dans cette zone se fait sous le contrôle d'une personne habilitée par l'exploitant et avec son accord.

Cette zone est abritée des intempéries et distincte du reste de l'installation. La zone de réemploi est de 25 m².

La durée maximale d'entreposage de ces produits destinés au réemploi est fixée par l'exploitant. Elle ne peut excéder trois mois. Au-delà de cette durée, les produits entreposés acquièrent le statut de déchet et doivent être gérés comme tel.

ARTICLE 2.9.1.3 - Déchets

ARTICLE 2.9.1.3.1 - Admission des déchets

Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation.

Les déchets sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant ou de son représentant.

Lorsque le dépôt d'un déchet est refusé à l'usager, l'exploitant ou son représentant l'informe des filières existantes pour sa gestion.

Les déchets émettant des gaz odorants susceptibles de gêner le voisinage ne sont pas entreposés plus de deux jours.

ARTICLE 2.9.1.3.2 - Réception des déchets

Les déchets non dangereux peuvent être déposés directement sur les aires, bennes, casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets admis. L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés.

Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différents conteneurs est réalisé quotidiennement pendant les heures d'ouverture du public.

À l'exclusion des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles, les déchets dangereux sont réceptionnés uniquement par le personnel habilité par l'exploitant ou son représentant, qui est chargé de les entreposer dans un local dédié au stockage en tenant compte de la compatibilité et de la nature des déchets. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol.

Les modalités et la nature des apports doivent faire l'objet d'une surveillance par des moyens proportionnés aux risques et à la taille de l'installation. Dans tous les cas, les locaux de déchets dangereux doivent être rendus inaccessibles au public (à l'exception des stockages d'huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles).

Les réceptacles des déchets dangereux doivent comporter un système d'identification du caractère de danger présenté par le déchet stocké.

Les récipients ayant servi à l'apport par le public ne doivent pas être abandonnés en vrac sur les aires de dépôt et de stockage. L'exploitant doit mettre à la disposition du public des conteneurs en vue d'assurer un stockage correct de ces récipients. Tout transvasement, déconditionnement ou traitement de déchets dangereux est interdit, excepté le transvasement des huiles, des piles et des déchets d'équipements électriques (à l'exclusion des lampes qui ne peuvent être transvasées). Tout emballage qui fuit est placé dans un autre emballage approprié. Un stock suffisant d'emballages appropriés pour les emballages fuyards est conservé sur le site.

Le dégazage est interdit. Des dispositions sont prises pour empêcher le rejet à l'atmosphère des gaz dangereux et notamment des fluides frigorigènes halogénés, contenus dans les déchets, y compris de façon accidentelle lors de manipulations.

ARTICLE 2.9.1.3.3 - Local de stockage

Le local de stockage sert exclusivement à entreposer les déchets dangereux. Il est également organisé en classes de déchets de natures distinctes, facilement identifiables. Les conteneurs servant à recueillir les déchets dangereux ne sont pas superposés (mais peuvent être positionnés sur différents niveaux d'étagères ou de rayonnages).

Des panneaux informant des risques encourus, précisant les équipements de protection individuels à utiliser et rappelant les consignes à mettre en œuvre en cas de problème, sont clairement affichés à l'entrée du local de stockage, ainsi qu'un panneau interdisant l'accès au public et un rappelant l'interdiction de fumer.

Un plan du local de stockage des déchets dangereux avec l'emplacement des différents conteneurs est établi. Il est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. À tout moment, l'exploitant doit pouvoir informer les services d'incendie et de secours de la nature des déchets contenus dans le local de stockage.

ARTICLE 2.9.1.3.4 - Stockage des huiles

Les huiles minérales ou synthétiques sont stockées dans des contenants spécifiques réservés à cet effet. Ils sont stockés à l'abri des intempéries et disposent d'une cuvette de rétention dédiée étanche.

Une information sur les risques encourus et sur le mode opératoire de déversement, notamment sur l'interdiction formelle de mélange des types d'huile, est clairement affichée à proximité du conteneur. La borne est protégée contre les risques de choc avec un véhicule. La jauge de niveau est facilement repérable et le taux de remplissage est régulièrement contrôlé.

Un absorbant est stocké à proximité de la borne. En cas de déversement accidentel, il est immédiatement utilisé et traité comme un déchet dangereux.

ARTICLE 2.9.1.3.5 - Déchets d'amiante

Une zone de dépôt spécifique reçoit les déchets d'amiante liés à des matériaux inertes, déposés par les particuliers du territoire de l'exploitant. Cette zone est clairement signalée. L'exploitant met en place une procédure imposant que les déchets d'amiante arrivent sur le site filmés. Ils sont ensuite ensachés et étiquetés sur le site, conformément à la réglementation en vigueur ; dans cette optique, l'exploitant met à la disposition des usagers les moyens d'ensachage des déchets.

ARTICLE 2.9.1.3.6 - Déchets sortants

Les déchets doivent être périodiquement évacués vers les installations de traitement adaptées et autorisées à les recevoir. Les déchets ne sont pas entreposés plus de trois mois dans l'installation.

Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés aux titres I et IV du livre V du code de l'environnement. Il s'assure que les entreprises de transport, leurs véhicules et les installations de destination disposent des autorisations ou agréments nécessaires.

Article 2.9.1.3.6.1 - Registre des déchets sortants

L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortant du site.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

- la date de l'expédition ;
- le nom et l'adresse du destinataire ;
- la nature et la quantité de chaque déchet expédié (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ;
- l'identité du transporteur ;
- le numéro d'immatriculation du véhicule ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définis à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...) ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE.

Article 2.9.1.3.6.2 - Préparation au transport – étiquetage

Le cas échéant, les déchets évacués sont emballés conformément à la réglementation en vigueur et, le cas échéant, en respectant les dispositions de l'ADR. Les déchets dangereux sont étiquetés et portent en caractères lisibles :

- la nature et le code des déchets, conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- les symboles de danger conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 2.9.1.3.7 - Transport

Le transport des déchets doit s'effectuer dans des conditions propres à empêcher les envols. En particulier, s'il est fait usage de bennes ouvertes, les déchets sortant du site devront être couverts d'une bâche ou d'un filet.

L'exploitant s'assurera que toutes les opérations de transport de déchets respectent ces dispositions ainsi que, le cas échéant, celles de l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres pour le transport des déchets dangereux. Il s'assure notamment de la validité des documents propres au véhicule et au personnel chargé du transport. Il remet au chauffeur les documents de transport correspondant aux déchets sortants.

L'expédition de déchets dangereux respecte la réglementation relative aux circuits de traitement des déchets, notamment l'article R. 541-43 du code de l'environnement.

Chapitre 2.9.2 - Dispositions particulières applicables à la rubrique 2791

ARTICLE 2.9.2.1 - Entreposage des déchets

Les déchets doivent être entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...).

Le volume de déchets verts présents ne dépasse pas 1 100 m³.

L'entreposage est effectué de manière à ce que toutes les voies et issues de secours soient dégagées.

ARTICLE 2.9.2.2 - Traitement

L'aire de traitement est distincte du reste du site et clairement identifiée. Pendant les campagnes de broyage, l'accès à l'aire de stockage des déchets verts est interdit au public.

La fréquence de broyage des déchets verts ne sera pas inférieure à un broyage par mois, excepté entre les mois de décembre à février, pour limiter au maximum le phénomène de lixiviation des déchets. Chaque campagne de broyage sera suivie de l'enlèvement des déchets broyés dans les 48 H.

Si malgré ces règles, des nuisances olfactives ou lixiviats venaient à apparaître, le SYTEVOM adaptera son fonctionnement et augmentera la fréquence de broyage et d'enlèvement des déchets verts.

SOUS-TITRE 2.10 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

Chapitre 2.10.1 - Programme d'autosurveillance

ARTICLE 2.10.1.1 - Principe et objectifs du programme d'autosurveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets, dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'autosurveillance.

Chapitre 2.10.2 - Modalités d'exercice et contenu de l'autosurveillance

ARTICLE 2.10.2.1 - Suivi des déchets

L'exploitant tient à jour le registre des déchets prévu par l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

ARTICLE 2.10.2.2 - Déclaration

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées a minima les déchets dangereux sortants, conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

ARTICLE 2.10.2.3 - Autosurveillance des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Chapitre 2.10.3 - Suivi, interprétation et diffusion des résultats

ARTICLE 2.10.3.1 - Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance

L'inspection des installations classées peut demander la transmission périodique des rapports d'autosurveillance, ou d'éléments relatifs au suivi et à la maîtrise de certains paramètres, ou d'un rapport annuel.

ARTICLE 2.10.3.2 - Bilan de l'autosurveillance des déchets

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'article 2.10.2.2.

ARTICLE 2.10.3.3 - Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 2.7.2 sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

TITRE 3 - Dispositions diverses

ARTICLE 3.1 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.
Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Besançon.

- 1) Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où ledit acte lui a été notifié ;
- 2) Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues à l'article 3.2 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'Etat en Haute-Saône.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 3.2 - Publicité

Le présent arrêté sera notifié au SYTEVOM.

Un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions selon lesquelles l'autorisation est accordée, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie d'HERICOURT et précisera notamment qu'une copie de ce document est déposée à la mairie pour être mise à disposition des intéressés. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par le maire et adressé au préfet.

Le même extrait sera publié par les soins du préfet :

- au recueil des actes administratifs de la préfecture dans un délai de quinze jours ;
- sur le site internet des services de l'Etat en Haute-Saône.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation par les soins du bénéficiaire..

Un avis sera inséré par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans le département.

L'affichage et la publication mentionnent également l'obligation prévue au 3.1 de notifier, à peine d'irrecevabilité, tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de l'autorisation unique.

ARTICLE 3.3 - Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de Haute-Saône, le sous-préfet de Lure, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, le directeur départemental des territoires de la Haute-Saône sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes d'HERICOURT, COISEVAUX, COUTHENANS, ECHENANS-SOUS-MONT-VAUDOIS, LUZE et TAVEY.

Fait à VESOUL, le **9 NOV. 2017**

Pour la Préfète et par délégation
La Secrétaire Générale



Sandrine ANSTETT-ROGRON

ANNEXE : LOCALISATION DES ZONES À ÉMERGENCES RÉGLEMENTÉES

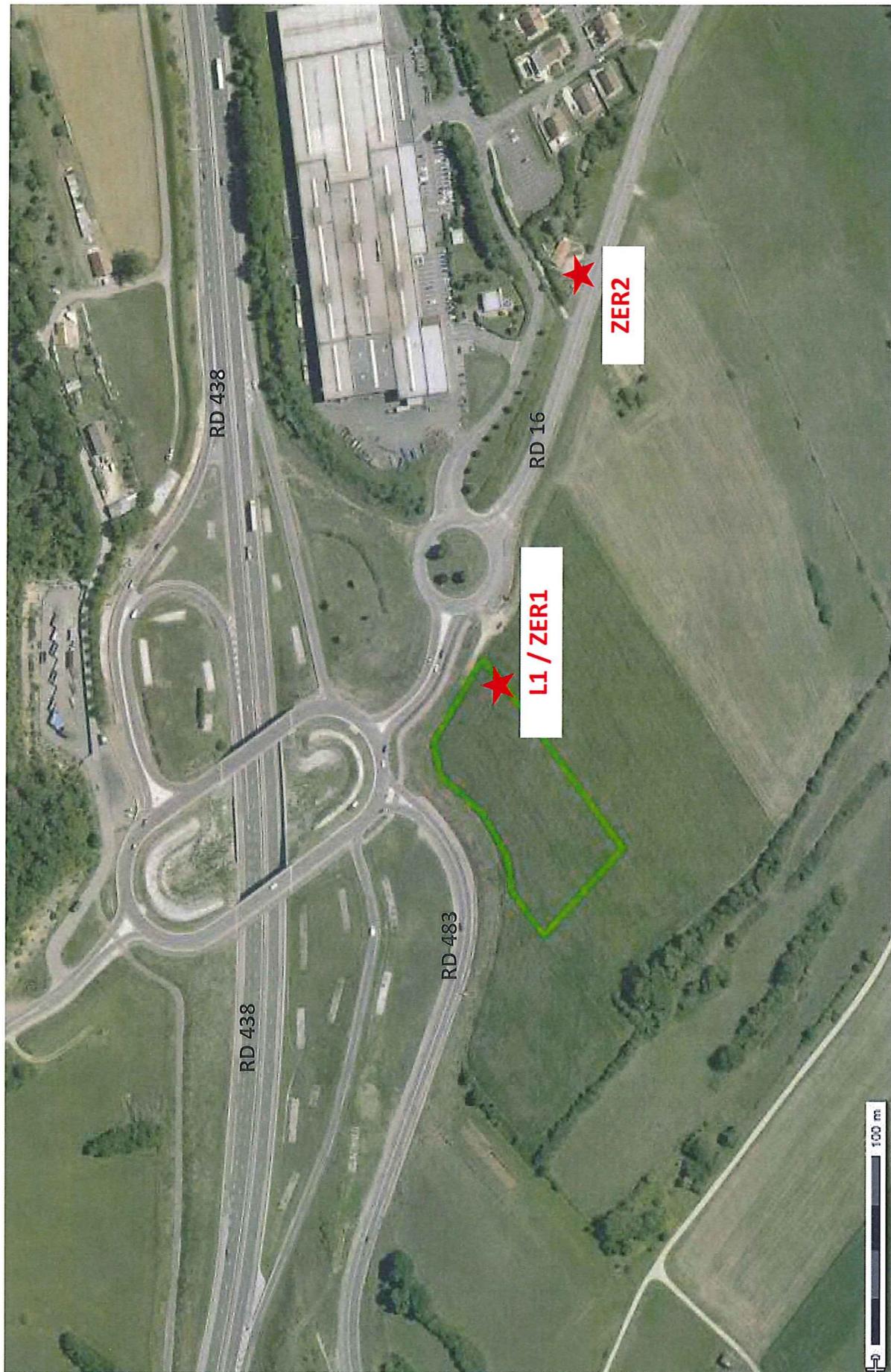


Table des matières

| | |
|--|----------|
| TITRE 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales..... | 2 |
| CHAPITRE 1.1 - Domaine d'application..... | 2 |
| CHAPITRE 1.2 - Bénéficiaire de l'autorisation unique..... | 3 |
| CHAPITRE 1.3 - Liste des installations concernées par l'autorisation unique..... | 3 |
| CHAPITRE 1.4 – Conformité au dossier de demande d'autorisation unique..... | 3 |
| TITRE 2 - Dispositions particulières relatives à l'autorisation d'exploiter au titre de l'article L.512-1 du code de l'environnement..... | 3 |
| <i>SOUS-TITRE 2.1 - Portée de l'autorisation et dispositions générales.....</i> | 3 |
| CHAPITRE 2.1.1 - Nature des installations..... | 3 |
| ARTICLE 2.1.1.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées..... | 3 |
| ARTICLE 2.1.1.2 - Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement..... | 4 |
| ARTICLE 2.1.1.3 - Autres limites de l'autorisation..... | 4 |
| ARTICLE 2.1.1.4 - Consistance des installations autorisées..... | 4 |
| CHAPITRE 2.1.2 - Durée de l'autorisation..... | 4 |
| CHAPITRE 2.1.3 - Garanties financières..... | 4 |
| CHAPITRE 2.1.4 - Modifications et cessation d'activité..... | 4 |
| ARTICLE 2.1.4.1 - Porter à connaissance..... | 4 |
| ARTICLE 2.1.4.2 - Mise à jour des études d'impact et de dangers..... | 5 |
| ARTICLE 2.1.4.3 - Équipements abandonnés..... | 5 |
| ARTICLE 2.1.4.4 - Transfert sur un autre emplacement..... | 5 |
| ARTICLE 2.1.4.5 - Changement d'exploitant..... | 5 |
| ARTICLE 2.1.4.6 - Cessation d'activité..... | 5 |
| CHAPITRE 2.1.5 - Réglementation..... | 5 |
| ARTICLE 2.1.5.1 - Réglementation applicable..... | 5 |
| ARTICLE 2.1.5.2 - Respect des autres législations et réglementations..... | 6 |
| <i>SOUS-TITRE 2.2 - Gestion de l'établissement.....</i> | 6 |
| CHAPITRE 2.2.1 - Exploitation des installations..... | 6 |
| ARTICLE 2.2.1.1 - Objectifs généraux..... | 6 |
| ARTICLE 2.2.1.2 - Consignes d'exploitation..... | 7 |
| CHAPITRE 2.2.2 - Réserves de produits ou matières consommables..... | 7 |
| CHAPITRE 2.2.3 - Intégration dans le paysage..... | 7 |
| ARTICLE 2.2.3.1 - Propreté..... | 7 |
| ARTICLE 2.2.3.2 - Conditions générales d'exploitation..... | 7 |
| CHAPITRE 2.2.4 - Danger ou nuisance non prévenu..... | 8 |
| CHAPITRE 2.2.5 - Incidents ou accidents..... | 8 |
| CHAPITRE 2.2.6 - Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection..... | 8 |
| CHAPITRE 2.2.7 - Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection..... | 9 |

| | |
|--|-----------|
| SOUS-TITRE 2.3 - Prévention de la pollution atmosphérique..... | 9 |
| CHAPITRE 2.3.1 - Conception des installations..... | 9 |
| ARTICLE 2.3.1.1 - Dispositions générales..... | 9 |
| ARTICLE 2.3.1.2 - Pollutions accidentelles..... | 9 |
| ARTICLE 2.3.1.3 - Odeurs..... | 9 |
| ARTICLE 2.3.1.4 - Voies de circulation..... | 9 |
| ARTICLE 2.3.1.5 - Émissions diffuses et envols de poussières..... | 10 |
| SOUS-TITRE 2.4 - Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques..... | 10 |
| CHAPITRE 2.4.1 - Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu..... | 10 |
| CHAPITRE 2.4.2 - Prélèvements et consommations d'eau..... | 10 |
| CHAPITRE 2.4.3 - Collecte des effluents liquides..... | 10 |
| ARTICLE 2.4.3.1 - Dispositions générales..... | 10 |
| ARTICLE 2.4.3.2 - Plan des réseaux..... | 10 |
| ARTICLE 2.4.3.3 - Entretien et surveillance..... | 11 |
| ARTICLE 2.4.3.4 - Protection des réseaux internes à l'établissement..... | 11 |
| ARTICLE 2.4.3.4.1 - Isolement avec les milieux..... | 11 |
| CHAPITRE 2.4.4 - Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu..... | 11 |
| ARTICLE 2.4.4.1 - Identification des effluents..... | 11 |
| ARTICLE 2.4.4.2 - Collecte des effluents..... | 11 |
| ARTICLE 2.4.4.3 - Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement..... | 11 |
| ARTICLE 2.4.4.4 - Entretien et conduite des installations de traitement..... | 12 |
| ARTICLE 2.4.4.5 - Identification des points de rejet..... | 12 |
| ARTICLE 2.4.4.6 - Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet..... | 12 |
| ARTICLE 2.4.4.6.1 - Conception..... | 12 |
| ARTICLE 2.4.4.6.2 - Aménagement..... | 12 |
| ARTICLE 2.4.4.7 - Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets..... | 12 |
| ARTICLE 2.4.4.8 - Valeurs limites d'émission des eaux domestiques..... | 13 |
| ARTICLE 2.4.4.9 - Eaux pluviales susceptibles d'être polluées..... | 13 |
| ARTICLE 2.4.4.10 - Valeurs limites de rejet des eaux pluviales..... | 13 |
| SOUS-TITRE 2.5 - Déchets produits..... | 13 |
| SOUS-TITRE 2.6 - Substances et produits chimiques..... | 13 |
| CHAPITRE 2.6.1 - Dispositions générales..... | 13 |
| ARTICLE 2.6.1.1 - Identification des produits..... | 13 |
| ARTICLE 2.6.1.2 - Étiquetage des substances et mélanges dangereux..... | 14 |
| SOUS-TITRE 2.7 - Prévention des nuisances sonores, des vibrations et des émissions lumineuses..... | 14 |
| CHAPITRE 2.7.1 - Dispositions générales..... | 14 |
| ARTICLE 2.7.1.1 - Aménagements..... | 14 |
| ARTICLE 2.7.1.2 - Véhicules et engins..... | 14 |
| ARTICLE 2.7.1.3 - Appareils de communication..... | 14 |

| | |
|--|-----------|
| CHAPITRE 2.7.2 - Niveaux acoustiques..... | 14 |
| ARTICLE 2.7.2.1 - Valeurs limites d'émergence..... | 14 |
| ARTICLE 2.7.2.2 - Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation..... | 15 |
| CHAPITRE 2.7.3 - Vibrations..... | 15 |
| SOUS-TITRE 2.8 - Prévention des risques technologiques..... | 15 |
| CHAPITRE 2.8.1 - Généralités..... | 15 |
| ARTICLE 2.8.1.1 - Localisation des risques..... | 15 |
| ARTICLE 2.8.1.2 - Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux..... | 15 |
| ARTICLE 2.8.1.3 - Propreté de l'installation..... | 15 |
| ARTICLE 2.8.1.4 - Contrôle des accès..... | 15 |
| ARTICLE 2.8.1.5 - Circulation dans l'établissement..... | 16 |
| ARTICLE 2.8.1.6 - Étude de dangers..... | 16 |
| CHAPITRE 2.8.2. Dispositions constructives..... | 16 |
| ARTICLE 2.8.2.1 - Comportement au feu..... | 16 |
| ARTICLE 2.8.2.2 - Intervention des services de secours..... | 16 |
| ARTICLE 2.8.2.3.1 - Accessibilité..... | 16 |
| ARTICLE 2.8.2.3.2 - Accessibilité des engins à proximité de l'installation..... | 16 |
| ARTICLE 2.8.2.4 – Moyens de lutte contre l'incendie..... | 16 |
| ARTICLE 2.8.2.4.1 - Systèmes de détection..... | 17 |
| CHAPITRE 2.8.3 - Dispositif de prévention des accidents..... | 17 |
| ARTICLE 2.8.3.1 - Matériels utilisables en atmosphères explosibles..... | 17 |
| ARTICLE 2.8.3.2 - Installations électriques..... | 17 |
| ARTICLE 2.8.3.3 - Ventilation des locaux..... | 17 |
| CHAPITRE 2.8.4 - Dispositif de rétention des pollutions accidentelles..... | 17 |
| ARTICLE 2.8.4.1 - Rétentions et confinement..... | 17 |
| CHAPITRE 2.8.5 - Dispositions d'exploitation..... | 18 |
| ARTICLE 2.8.5.1 - Surveillance de l'installation..... | 18 |
| ARTICLE 2.8.5.2 - Travaux..... | 18 |
| ARTICLE 2.8.5.3 - Vérification périodique et maintenance des équipements..... | 19 |
| ARTICLE 2.8.5.4 - Consignes d'exploitation..... | 19 |
| SOUS-TITRE 2.9 - Conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement..... | 19 |
| CHAPITRE 2.9.1 - Dispositions particulières applicables aux rubriques 2710-1 et 2710-2..... | 19 |
| ARTICLE 2.9.1.1 - Formations..... | 19 |
| ARTICLE 2.9.1.2 - Aménagements..... | 20 |
| ARTICLE 2.9.1.2.1 - Prévention des chutes et collisions..... | 20 |
| ARTICLE 2.9.1.2.2 - Zone de dépôt pour le réemploi..... | 20 |

| | |
|--|-----------|
| ARTICLE 2.9.1.3 - Déchets..... | 21 |
| ARTICLE 2.9.1.3.1 - Admission des déchets..... | 21 |
| ARTICLE 2.9.1.3.2 - Réception des déchets..... | 21 |
| ARTICLE 2.9.1.3.3 - Local de stockage..... | 21 |
| ARTICLE 2.9.1.3.4 - Stockage des huiles..... | 22 |
| ARTICLE 2.9.1.3.5 - Déchets d'amiante..... | 22 |
| ARTICLE 2.9.1.3.6 – Déchets sortants..... | 22 |
| ARTICLE 2.9.1.3.5.1 - Registre des déchets sortants..... | 22 |
| ARTICLE 2.9.1.3.5.2 - Préparation au transport - étiquetage..... | 22 |
| ARTICLE 2.9.1.3.7 - Transport..... | 23 |
| CHAPITRE 2.9.2 - Dispositions particulières applicables à la rubrique 2791..... | 23 |
| ARTICLE 2.9.2.1 - Entreposage des déchets..... | 23 |
| ARTICLE 2.9.2.2 - Traitement..... | 23 |
| SOUS-TITRE 2.10 - Surveillance des émissions et de leurs effets..... | 23 |
| CHAPITRE 2.10.1 - Programme d'autosurveillance..... | 23 |
| ARTICLE 2.10.1.1 - Principe et objectifs du programme d'autosurveillance..... | 23 |
| CHAPITRE 2.10.2 - Modalités d'exercice et contenu de l'autosurveillance..... | 24 |
| ARTICLE 2.10.2.1 – Suivi des déchets..... | 24 |
| ARTICLE 2.10.2.2 - Déclaration..... | 24 |
| ARTICLE 2.10.2.3 - Autosurveillance des niveaux sonores..... | 24 |
| CHAPITRE 2.10.3 - Suivi, interprétation et diffusion des résultats..... | 24 |
| ARTICLE 2.10.3.1 - Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance..... | 24 |
| ARTICLE 2.10.3.2 - Bilan de l'autosurveillance des déchets..... | 24 |
| ARTICLE 2.10.3.3 - Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores..... | 24 |
| TITRE 3 - Dispositions diverses..... | 25 |
| ARTICLE 3.1 - Délais et voies de recours..... | 25 |
| ARTICLE 3.2 - Publicité..... | 25 |
| ARTICLE 3.3 - Exécution..... | 25 |
| ANNEXE..... | 26 |
| TABLE DES MATIERES..... | 27 |